



CONFÉRENCE DES FINANCEURS PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE DE L'YONNE

Loi du 28 décembre 2015
relative à l'Adaptation de la société au vieillissement

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT 2022-2024

Actions individuelles de prévention

CAHIER DES CHARGES

Ouvert pour la période **du 20 Octobre 2021 au 20 décembre 2021**

Date limite de réponse à l'AMI : **20 décembre 2021**

Tout dossier réceptionné après cette date ne sera pas examiné

1. Contexte de cet appel à manifestation d'intérêt

Dans le cadre de la loi du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement (ASV), une Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA) des personnes âgées a été instaurée de l'Yonne. Cette conférence a pour but de réunir et de coordonner tous les partenaires de la prévention de la perte d'autonomie sur le territoire. La Conférence des financeurs est présidée par le Président du Conseil Départemental de l'Yonne, collectivité cheffe de file de la politique gérontologique. Elle est vice-présidée par l'Agence Régionale de Santé Bourgogne Franche-Comté et l'Inter-régime MSA-CARSAT.

Les autres membres de la Conférence des financeurs sont :

- les caisses de retraites : CARSAT, MSA,
- la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM),
- l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),
- la Mutualité française Bourgogne Franche-Comté,
- les institutions de retraites complémentaires : AGIRC-ARCCO
- les collectivités territoriales

La Conférence des Financeurs a pour mission de définir un programme coordonné de financement des actions de prévention de la perte d'autonomie, en complément des prestations de droit commun.

Elle fédère les acteurs du secteur sur des actions et des stratégies partagées au service de la construction de réponses plus lisibles et cohérentes pour les personnes âgées et porte notamment sur :

- **Axe 1** : l'amélioration de l'accès aux équipements et aux aides techniques individuelles ;
- **Axe 2** : l'attribution d'un forfait autonomie via l'élaboration d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) par le Conseil Départemental aux résidences autonomie (nouvelle dénomination de foyers logements) ;
- **Axe 3** : la coordination et l'appui des actions de prévention mises en œuvre par les Services d'Aide à Domicile (SAD) ;
- **Axe 4** : la coordination et l'appui des actions de prévention mises en œuvre par les Services Polyvalents d'Aide et de Soins à Domicile (SPASAD) ;
- **Axe 5** : le soutien aux actions d'accompagnement des proches aidants des personnes âgées ;
- **Axe 6** : le développement d'autres actions collectives de prévention.

À cet effet, un diagnostic des besoins des personnes âgées de 60 ans et plus résidant sur le territoire départemental ainsi qu'un recensement des initiatives locales ont été réalisés.

Un concours financier est versé au Département par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) pour financer des dépenses engagées dans le cadre du programme de prévention de la perte d'autonomie défini par la Conférence des Financeurs. Ces dépenses sont gérées par le département et permettent de soutenir les actions de prévention mises en œuvre sur le territoire.

Dans ce cadre, la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie de l'Yonne a mis en œuvre des appels à projet sur la période 2018-2020 et 2020-2022 qui ont permis de financer des actions de prévention sur le territoire.

Elle a souhaité poursuivre cette dynamique en formalisant un appel à manifestation d'intérêt (AMI) couvrant la période 2022-2024 afin d'inviter les partenaires du territoire, dans un cadre simplifié, à proposer des actions répondant aux besoins de prévention de la perte d'autonomie et de les accompagner dans la définition et la mise en œuvre de ces actions.

2. L'Appel à Manifestation d'Intérêt

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt vise à permettre aux porteurs de projets intéressés de présenter une demande de financement des actions qu'ils souhaitent mettre en place durant la période 2022-2024 et qui doivent s'inscrire dans le cadre du programme coordonné de financement adopté par la Conférence des Financeurs de l'Yonne et du présent document.

Dans le cadre d'un Appel à Manifestation d'intérêt, il est demandé aux partenaires de proposer un projet global qui s'inscrive dans le cadre des besoins identifiés par la Conférence des Financeurs, exposés ci-dessous. Cet Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) s'inscrit dans la limite des crédits disponibles annuels de la CFPPA versés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). Ces dépenses sont gérées par le département (cf article L233-2, loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 – art.3).

Les objectifs du présent AMI sont :

- mobiliser les porteurs de projets sur l'ensemble du département et leur proposer un accompagnement dans l'élaboration de leur projet ;
- Limiter les zones blanches, non couvertes par des actions, ou des publics qui n'en bénéficieraient pas jusqu'à présent ;
- Étendre les actions existantes en termes de publics et de territoires couverts,
- Favoriser l'innovation.

Les propositions de pré-projet devront répondre à tout ou partie des orientations suivantes :

- Passer les messages de prévention et de sensibilisation à la perte d'autonomie liée à l'avancée en âge notamment au moment clef du passage à la retraite,
- Agir sur les facteurs ralentissant la perte de l'autonomie (activité physique, mémoire, nutrition, prévention des chutes...),
- Améliorer la qualité de l'environnement de vie des personnes qui ont perdu une partie de leur autonomie.

3. Caractéristiques attendues des projets et critères de sélection

La forme, la durée et les modalités de mises en œuvre des actions sont laissées à la libre appréciation des porteurs de projets dans la mesure où elles s'inscrivent dans les priorités définies par la Conférence des Financeurs pour le territoire dans le cadre du programme coordonné.

1. Thématiques concernées pour le présent AMI

Les financements de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie pourront intervenir pour soutenir les actions relevant des axes suivants, formalisés dans la loi d'Adaptation de la Société au Vieillessement :

- le développement d'autres actions **individuelles** de prévention pour :
 - **les seniors à domicile en lien avec un service d'aides à domicile, un service polyvalent d'aide et de soins et/ou un service de soins infirmiers à domicile.**

En particulier, la Conférence des Financeurs de l'Yonne a identifié des orientations prioritaires de prévention dans le département sur la base de son diagnostic territorial et en lien avec le décret de la Conférence des Financeurs.

Ainsi, **différentes thématiques susceptibles de donner lieu à des actions de prévention ont été identifiés** dans la mesure où elles s'inscrivent dans une démarche globale du « bien vieillir » :

1. Activité physique, prévention des chutes, équilibre
2. Maintien du lien social
3. Nutrition
4. Mémoire, vitalité cognitive
5. Épanouissement personnel, bien-être, estime de soi, prévention de la dépression
6. Sécurité routière
7. Numérique
8. Bien vieillir et/ou adaptation du cadre de vie
9. Passage à la retraite
10. Accès à la culture

2. Le public concerné

Les projets déposés devront être **des actions individuelles** destinées :

- à l'ensemble des **personnes âgées icaunaises de 60 ans et plus à domicile**
- aux **personnes âgées à domicile suivies par un service d'aide à domicile ou par un service polyvalent d'aide et de soins à domicile ou par un service de soins infirmiers à domicile**

Ces actions viseront à informer, à sensibiliser et à améliorer le mode de vie de ces personnes dans le but de limiter ou de retarder la perte d'autonomie. À ce titre, elles devront **bénéficier au plus grand nombre**.

Il s'agira, pour le porteur de projet, dans la mesure du possible, d'élargir le public couvert par les actions de prévention en mobilisant des personnes ne participant pas à des actions de prévention existantes et d'élargir les territoires d'intervention.

De plus, la Conférence des Financeurs souhaite favoriser les initiatives locales et l'ancrage local des projets ainsi que l'accès des personnes aux actions, notamment les personnes en situation de précarité ou les personnes ayant des difficultés de déplacement.

3. Territoires

Les projets mis en place sur les territoires fragiles repérés par le diagnostic territorial de la CFPPA, sur la base des fragilités socio-économique, en lien avec le programme coordonné 2021-2026 à savoir les cantons suivants :

- coeur de Puisaye,
- Vincelle,
- Joux la Ville,
- Avallonnais,
- Chablisien,
- Saint-Florentin,
- Charny,
- Brienon sur Armançon,
- Villeneuve sur Yonne,
- Thorigny sur Oreuse,
- Tonnerrois,
- Gâtinais en Bourgogne.

4. Partenariats

Le partenariat avec les acteurs locaux (CCAS, mairies, associations icaunaises, services d'aide à domicile...) pourra être mis en place ainsi qu'un co-financement, en espèces et/ou en nature (prêt de livres...).

5. Durée du projet

Le projet devra débuter, au plus tard au premier semestre 2022 et pourra s'achever en février 2024 après un bilan à mi-parcours (mars 2023).

6. Autres critères de sélection

Les actions proposées devront être nouvelles ou déployées et gratuites pour l'utilisateur ou à faible coût pour assurer leur accessibilité.

Les membres de la CFPPA de l'Yonne étudieront par ailleurs les projets selon les critères suivants, au-delà des exigences nationales mentionnées ci-dessus :

- l'impact global de l'action pour la population icaunaise de 60 ans et plus à domicile
- la plus-value pour la population cible
- le caractère innovant par rapport aux initiatives locales existantes
- la recherche de co-financement (dont fonds en nature, fonds propres...) et de partenariat avec les communes, les établissements médico-sociaux...
- les projets mis en place sur les territoires fragiles repérés par le diagnostic territorial, à savoir les cantons :

- coeur de Puisaye,
- Vincelle,
- Joux la Ville,
- Avallonnais,
- Chablisien,
- Saint-Florentin,
- Charny,
- Briennon sur Armançon,
- Villeneuve sur Yonne,
- Thorigny sur Oreuse,
- Tonnerrois,
- Gâtinais en Bourgogne.

-le coût raisonnable des actions sera également un élément déterminant dans le choix des projets qui seront soutenus
 -la promotion du bénévolat

La grille d'analyse des dossiers de candidature est annexée au dossier de candidature.

7. Modalités de financement des actions

Les projets proposés devront faire l'objet d'au moins un co-financement. En effet, les financements de la CFPPA de l'Yonne doivent à terme engendrer « un effet levier ». Ainsi, ces actions devront être co-financées. Les dispositions en nature (prêt de salle, d'un mini-bus...) seront également prises en compte dans la partie co-financement.

L'engagement financier sur 2 ans est conditionné à l'attribution des crédits par la CNSA et au bilan intermédiaire réalisé en 2023.

8. Modalités de candidature

Les dossiers de candidature complet doivent être envoyés à la Conférence des Financeurs de l'Yonne par courriel **au plus tard le 20 décembre 2021 à minuit à :**

mail : katie.pascault@yonne.fr

ou

par voie postale (AR) à :

Conseil Départemental de l'Yonne
Direction Autonomie Handicap Dépendance
À l'intention de Madame Katie PASCAULT
16-18 Boulevard de la Marne
89000 AUXERRE

Le dossier de candidature, complets, datés, et signés est à envoyer par voie dématérialisée au format Word (.doc), Excel (.xls), PDF (.pdf) ou fichier archivé (.zip). **Dans le but de confirmer la réception du dossier au porteur de projet, un accusé de réception des documents sera transmis par e-mail.**

Tout dossier incomplet ou réceptionné après la date indiquée ci-dessus sera jugé irrecevable.

Seuls les dossiers présentés par des organismes publics ou privés dont les équipes porteuses font apparaître les compétences nécessaires à la réalisation du projet et à l'animation de la thématique, ou pouvant faire appel à des compétences extérieures pourront être étudiés.

Pour choisir de soutenir les projets présentés, la Conférence des Financeurs et le Département tiendront compte de l'expérience des porteurs de projets en matière de mise en œuvre d'actions de prévention. Ils s'attacheront également à vérifier l'adéquation entre la qualification des intervenants et les actions proposées.

Aucune vente de produits et services ne pourra être réalisée dans le cadre du projet déposé.

9. Modalités de soumission des projets :

Les projets déposés seront étudiés après vérification de la complétude du dossier. Joindre les pièces constitutives suivantes :

- Statuts signés de la structure qui fait la demande et éventuellement le règlement intérieur,
- Récépissé de déclaration au Greffe du Tribunal d'Instance ou à la Préfecture (pour les associations),
- Composition et les fonctions des membres du bureau ou du conseil d'administration de la structure,
- Attestation du numéro de SIRET,
- Attestation originale de l'URSSAF précisant que le demandeur est à jour du versement de ses cotisations sociales (si composé uniquement de bénévoles, le préciser) téléchargeable sur le site de l'URSSAF, ou attestation d'affiliation MSA,
- Attestation d'assurance au titre de leur activité professionnelle
- Relevé d'identité bancaire au format IBAN,
- Rapport d'activité le plus récent,
- un extrait K-bis datant de moins de 3 mois,
- Copie de l'arrêté d'agrément ou d'autorisation, si le projet le nécessite,
- le dossier de candidature dûment renseigné et signé (toutes les parties doivent être complétées)
- budget prévisionnel TTC de la totalité du projet dûment complété approuvé par les instances habilitées avec les devis s'y référents
- le budget détaillé dûment complété pour 2022 approuvé par les instances habilitées avec les devis s'y référents
- le budget détaillé dûment complété pour 2023 approuvé par les instances habilitées avec les devis s'y référents
- si le présent dossier n'est pas signé par le représentant légal, joindre le pouvoir donné au signataire
- l'attestation d'exactitude des informations transmises datée et signée par le représentant légal

Pour les associations :

- Le bilan et le compte de résultat, les plus récents (validés par l'autorité compétente)
- La copie de la déclaration au Journal Officiel
- le dossier de candidature dûment renseigné et signé (toutes les parties doivent être complétées)
- budget prévisionnel TTC de la totalité du projet dûment complété approuvé par les instances habilitées avec les devis s'y référents
- le budget détaillé dûment complété pour 2022 approuvé par les instances habilitées avec les devis s'y référents
- le budget détaillé dûment complété pour 2023 approuvé par les instances habilitées avec les devis s'y référents
- si le présent dossier n'est pas signé par le représentant légal, joindre le pouvoir donné au signataire
- l'attestation d'exactitude des informations transmises datée et signée par le représentant légal

Le porteur de projet peut compléter le dossier de candidature avec tout document qui lui semblerait pertinent pour permettre l'analyse de sa candidature.

Le Département de l'Yonne se réserve le droit de demander des pièces complémentaires au porteur de projet.

Tout dossier ne comportant pas les pièces mentionnées ci-dessus sera considéré comme incomplet et ne pourra pas faire l'objet d'une instruction.

10. Procédure et Calendrier

L'étude et la validation des dossiers de demande de subvention se feront selon les modalités et les échéances suivantes :

-Lancement de l'appel à candidatures : **20 octobre 2021**

-Date limite de dépôt des dossiers de candidatures : **20 décembre 2021**

-Délai instruction des dossiers : **janvier 2022**

(modalités d'instruction en fin de document)

-Validation des projets 2022 – 2024 par la Conférence des financeurs **février 2022**

-Envoi des notifications d'attribution et de rejet de subvention **février-mars 2022**

Pour rappel :

La recevabilité du dossier de candidature ne vaut pas engagement du Conseil Départemental de l'Yonne pour l'octroi de financement au titre de la Conférence des Financeurs. Toute décision de participation financière de la collectivité est prise par la Conférence des Financeurs de l'Yonne.

De plus, les financements de la CNSA ne doivent pas entraîner ou compenser le désengagement de partenaires antérieurement engagés et favoriser des effets de substitution.

La Conférence des financeurs de l'Yonne finance tout ou partie du projet sur la base du budget prévisionnel joint au dossier de candidature.

La subvention allouée par le Département ne pourra en aucun cas être utilisée pour financer de nouvelles dépenses pérennes ou des dépenses d'investissement.

Aucun projet ne pourra être retenu au-delà de l'enveloppe financière dédiée au présent appel à manifestation d'intérêt. Aussi, seront choisis prioritairement les projets remplissant et satisfaisant à un maximum des critères précités.

Après une première phase d'instruction technique, la liste des projets éligibles à un soutien au titre du présent appel à candidatures, et le montant des subventions proposées, ainsi que la liste des projets rejetés, avec indication des motifs de rejet, seront soumis à l'avis des membres de la Conférence des Financeurs

Enfin, la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie délibérera pour arrêter la liste définitive des projets retenus et allouer les subventions correspondantes aux porteurs de projet. Elle approuvera également la convention à signer avec chaque porteur de projet retenu dans ce cadre aux fins de définir les modalités précises de ce subventionnement (modalités d'octroi et de versement de la subvention, modalités de suivi et de partenariat).

Aucune subvention ne pourra être versée avant la signature de cette convention par le porteur de projet et le Président du Conseil Départemental de l'Yonne en tant que Président de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie.

Les projets non retenus dans le cadre de la délibération précitée feront l'objet d'un rejet dûment notifié.

Après avis favorable, une convention est adressée au porteur de projet précisant les modalités financières, de suivi et de partenariat. Le financement est attribué après signature de la convention entre le porteur de projet et le Président du Conseil Départemental de l'Yonne.

Un acompte à hauteur de 70% est versé lors de la mise en œuvre de l'action, le solde est versé sur présentation de l'évaluation finale de l'action et peut être ajusté s'il est inférieur au prévisionnel ou en fonction du bilan et du nombre de participants aux ateliers dans la limite du montant accordé.

La notification de décision sera transmise au porteur de projet par e-mail avec accusé de réception suite aux instances de décision. Aucune information ne sera communiquée par téléphone.

Important : Les porteurs des pré-projets retenus devront utiliser le logo de la CFPPA, ci-joint, validé par les membres, pour tous les éléments de communication.



Critères d'analyse du pré-projet : Actions individuelles de prévention pour les personnes âgées à domicile

1. Le pré-projet s'inscrit dans le cadre de la Conférence des Financeurs				
		OUI	NON	Notes
1.1	Tranche d'âge : 60 ans et plus			1pt
1.2	public (seniors à domicile suivi ou non par un saad, un siad et/ou un spasad)			1pt (élément éliminatoire)
1.3	Thématique du pré-projet (lien programme coordonné)			1pt
1.4	Pas de vente de produits ni publicité			1pt
1.5	Budget prévisionnel détaillé			1pt
1.6	Complétude du dossier			1pt
1.7	Dossier réceptionné dans les délais impartis			2pts
1.8	Action individuelle de prévention			2pts (élément éliminatoire)
2. La description du pré-projet				
2.1	Le pré-projet est clairement expliqué			2pts
2.2	Le pré-projet répond à un besoin, un contexte spécifique clairement identifié et exposé dans le dossier (lien programme coordonné)			3pts
2.3	Le territoire choisi est pertinent (zone peu ou pas couverte : lien programme coordonné)			4pts
2.4	Mise en place de partenariats locaux (CCAS, mairie(s), EHPAD, associations, services d'aide à domicile...)			1pts
2.5	Les moyens humains envisagés sont cohérents avec le pré-projet			2pts
2.6	Diplômes/compétences/expérience des intervenants			2pts
3. Cohérence du budget prévisionnel total				
3.1	Coût du projet pour le porteur			2pts
3.2	Co-financement (nature ou espèces)			1pts
3.3	Coût par personne			3pts
SYNTHÈSE :				
Points fort du pré-projet				
Points faibles du pré-projet				
				TOTAL /30points
AVIS DU BUREAU :				

